



«L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 était un modèle des nouvelles guerres de conquête»

«Interventions humanitaires» – prétexte pour le stationnement de troupes américaines

Par [Živadin Jovanović](#)

Mondialisation.ca, 30 mars 2013

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Interview de Živadin Jovanovic, ancien ministre des Affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie, aujourd'hui président du Belgrade Forum for a World of Equals

Horizons et débats: Monsieur Jovanovic, pourriez-vous vous présenter brièvement pour nos lecteurs et dire quelques mots sur votre personne et votre carrière?

Živadin Jovanovic: En 1961, j'ai terminé mes études à la faculté de droit de l'Université de Belgrade, de 1961 à 1964 j'étais dans l'administration du district de la ville de Novi Belgrade; de 1964 à 2000 j'ai servi dans le service diplomatique de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (à partir de 1992 République fédérale de Yougoslavie, de 1988 à 1993 j'étais ambassadeur à Luanda/Angola, de 1995 à 1998 ministre des Affaires étrangères suppléant et de 1998 à 2000 ministre des Affaires étrangères). De 1996 à 2002 j'étais vice-président du parti socialiste de la Serbie pour les affaires étrangères; en 1996 membre du Parlement serbe et en 2000 du Parlement de la République fédérale de Yougoslavie. Les livres que j'ai écrits sont «The Bridges» (2002); «Abolishing the State» (2003); «The Kosovo Mirror» (2006).

Après avoir quitté le ministère des Affaires étrangères en 2000, vous vous êtes joint au «Belgrade Forum for a World of Equals». Actuellement vous êtes le président de cette association. Quels sont vos axes essentiels?

Les axes essentiels du Forum sont la contribution à encourager la paix, la tolérance et la collaboration sur la base de l'égalité parmi les individus, les nations et les Etats. Nous nous engageons pour le respect total du droit international, des principes de base des relations internationales et du rôle des Nations Unies. Le recours à la violence ou la menace de l'utiliser ne sont pas des moyens appropriés pour la solution de problèmes internationaux. Nous sommes d'avis qu'il n'existe pas de guerres ou d'interventions «humanitaires». Toutes les agressions, commencé par l'agression de l'OTAN contre la Serbie (RFY) de 1999 jusqu'à aujourd'hui, étaient, indépendamment des déclarations formelles et officielles, des guerres de conquête, quelques-unes menées pour des raisons géostratégiques d'autres pour le profit économique. Nous encourageons les droits de l'homme dans leur totalité selon la Charte de l'ONU – y compris les droits sociaux, économiques et culturelles et les droits à la santé, au travail et d'autres droits humains.

Nous essayons d'atteindre nos objectifs par le moyen de débats publics, de conférences, de tables rondes, de séminaires à l'échelle nationale et internationale. Le forum coopère avec des associations qui poursuivent des objectifs semblables - en Serbie, dans la région et au niveau mondial.

Nous avons vu quelques livres très intéressants, édités par le Belgrade Forum. Comment faites-vous pour maintenir votre activité éditrice?

Le Forum a publié environ 70 livres sur des thèmes divers, nationaux et internationaux, sur la politique du développement dans les conditions de crise, sur le statut du Kosovo et Métochie et sur le tribunal de la Haye concernant la politique de l'OTAN au Balkan, sur la politique étrangère de la Serbie, sur le terrorisme international et sur le rôle des intellectuels. Certains de nos livres ont été diffusés dans un grand nombre de pays sur tous les continents. Il y a par exemple l'ouvrage «Nato Aggression - the Twilight of the West». Suite au manque de moyens financiers, il n'y a malheureusement que peu de nos livres qui ont paru en d'autres langues.

Seul ce dernier mois nous avons publié trois nouveaux livres - l'un est dédié au grand philosophe serbe et membre de l'Académie, Mihailo Marcovic, qui a été un des fondateurs du Belgrade Forum; le deuxième porte le titre «De Nuremberg à La Haye» et le troisième «De l'agression à la sécession».* La présentation des livres dans différentes villes de la Serbie a eu un succès considérable.

Toutes nos activités, l'écriture et les publications, reposent sur le travail bénévole. Nous n'avons jamais eu et n'avons toujours personne qui est rémunérée dans le cadre du Forum. Des cotisations de membres et des dons, avant tout de la diaspora serbe, sont les recettes principales du Forum.

Vous avez mentionné l'encouragement à la paix comme l'une de vos affaires principales. Mais les peuples de votre région ont été les victimes de guerres au cours de la dernière décennie du XXe siècle.

C'est vrai. Les peuples de l'ex-Yougoslavie ont énormément souffert, d'abord lors des guerres civiles en Bosnie et en Croatie (de 1992 à 1995), puis suite à l'agression de l'OTAN (1999), suite aux sanctions et à l'isolation etc. Une grande partie de ces populations souffrent encore aujourd'hui. Pensez par exemple à la vie de presque un demi-million de réfugiés et d'expatriés qui vivent uniquement en Serbie, auxquels on ne permet pas de retourner dans leurs maisons en Croatie ou au Kosovo et Métochie. Les conséquences sont toujours douloureuses et le seront encore loin dans l'avenir. Que dire des conséquences des bombes à sous-munitions et des projectiles à l'uranium appauvri que l'OTAN a utilisés en 1999 et qui font encore de nombreuses victimes et le feront encore pendant des siècles. L'histoire apportera la preuve que les peuples d'ex-Yougoslavie ont été les victimes de la conception du Nouvel ordre mondial qui repose en réalité sur le pouvoir et l'exploitation.

Pensez-vous que ce ne sont pas des facteurs locaux mais des facteurs venant de l'étranger qui sont responsables de la fragmentation de la Yougoslavie?

On ne doit pas laisser de côté l'influence des populations locales, ils portent évidemment leur responsabilité de ne pas s'être prêtés à un compromis. Mais les analyses dominantes semblent ne pas donner assez d'attention au rôle négatif des facteurs externes. Nous avons aujourd'hui suffisamment de preuves que certaines puissances européennes avaient déjà

des projets en 1976 et 1977 comment le territoire de la République fédérative socialiste de Yougoslavie devait être «réorganisé» en d'autres termes, comment la départir ou la démanteler pour qu'elle serve leurs propres intérêts.

Après la mort de Tito on a encouragé le nationalisme et le séparatisme dans différentes Républiques yougoslaves, mais aussi le séparatisme et le terrorisme dans la province serbe du Kosovo et Métochie, politiquement, financièrement, et avec la logistique et la propagande. Plus tard certains puissants pays étaient mêlés à des guerres civiles en soutenant un côté contre l'autre. Ces pays ont soutenu presque ouvertement la séparation de la Slovénie et de la Croatie et ont même ravitaillé en armes la Croatie et la Bosnie, même pendant l'embargo de l'ONU et ils ont encouragé et facilité l'entrée de mercenaires, dont des Moudjahidin. De l'autre côté, la Serbie et le Monténégro ont été isolés, sanctionnés et stigmatisés. On les a traités comme s'ils étaient les seuls responsables de la guerre civile. Cela ne repose pas sur des faits et n'était pas propice à éteindre le feu.

Les conséquences?

Au lieu d'un Etat, il y en a maintenant six qui ne sont pas solides économiquement, des Etats marionnettes, et un septième qui sera créé prochainement. 18 gouvernements¹, six armées, six services diplomatiques etc. La dette extérieure, en 1990 pour toute la RFSY de 13,5 milliards, a augmenté pour les six républiques ex-yougoslaves jusqu'en 2012 à environ 200 milliards d'euros! Quelques-uns parmi eux sont devenus totalement dépendants du point de vue financier. A qui a profité tout cela? Jusqu'en 1990, il n'y avait dans la région pas une seule base militaire étrangère. Aujourd'hui, il existe une série de bases militaires étrangères, avant tout des Etats-Unis, dont Camp Bondsteel est la plus grande d'Europe.² Pour quoi faire? Pour servir qui? Presque 18 ans après les Accords de Dayton, la Bosnie n'est toujours pas en état de fonctionner; l'ancienne République yougoslave de Macédoine (FYROM, Former Yugoslav Republic of Macedonia) n'est pas en état de fonctionner, dix ans après les Accords cadre d'Ohrid et continue à être confrontée à des divisions et des tensions ethniques profondes. 14 ans après la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, le statut du Kosovo et Métochie est toujours sans solution. Sali Berisha de Tirana et Hashim Thaci de Pristina plaident publiquement pour la création d'une soi-disant Grande Albanie. D'autres problèmes brûlants tel le chômage entre 30% et 70%, la pauvreté, des centaines de milliers de réfugiés et d'expatriés, la criminalité organisée internationale, dont le fond de commerce sont les organes humains, les drogues, les armes et les immigrants, donnent une image sombre et d'insécurité de la Yougoslavie. Qui a donc réellement profité de la fragmentation de la Yougoslavie?

Vous avez mentionné l'intervention de l'OTAN. Comment la voyez-vous après 14 ans?

Mon opinion n'a pas changé. C'était illégal, criminel et une attaque immorale contre un Etat européen souverain. Illégal car elle a violé tous les principes fondamentaux du droit international, également de la Charte de l'ONU, de l'Accord d'Helsinki et de beaucoup d'autres conventions internationales. Elle a été exécutée sans mandat du Conseil de sécurité. Criminel aussi parce qu'elle s'est dirigée avant tout contre les populations et l'infrastructure civiles et que des armes interdites, par exemple des armes chimiques, des bombes à sous-munitions et des projectiles à l'uranium appauvri ont été utilisées. Immoral parce qu'elle a été basée sur de faux prétextes et des mensonges. Les dirigeants de l'OTAN sont responsables avant tout du meurtre d'environ 4000 personnes et d'environ 10 000

blessés, dont deux tiers des civils. Les dommages matériels directs s'élèvent à 100 milliards de dollars. L'agression de l'OTAN n'a pas apporté de solutions mais créé beaucoup de nouveaux problèmes. Elle a été une guerre de conquête et non pas une «intervention humanitaire».

Pourriez-vous préciser?

J'ai déjà mentionné quelques-unes des conséquences directes. Au sens plus large, il faut considérer que l'agression de l'OTAN a marqué un changement stratégique dans l'essence de l'Alliance: Elle a abandonné sa politique de défense et a introduit une politique offensive (agressive), tout en s'autorisant elle-même à intervenir à tout moment sur chaque point du globe. L'ONU, notamment le Conseil de sécurité, ont été court-circuités et le droit international et la justice violés.³

C'était la première guerre longuement préparée sur sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale. C'était une démonstration du pouvoir des Etats-Unis en Europe, l'expansion vers l'Est, une justification pour les dépenses de l'OTAN, même après la dissolution du Pacte de Varsovie, et un précurseur pour des interventions futures (Afghanistan, Irak, Libye).

C'était une guerre octroyée et dirigée par une puissance extra-européenne avec la conséquence qu'elle restera pour longtemps sur le sol européen.

L'agression a aussi marqué un changement stratégique de la politique allemande depuis la Seconde Guerre mondiale. En participant activement à l'agression de l'OTAN contre la Serbie, l'Allemagne s'est écartée de sa propre Constitution et a ouvert tout grand la porte pour faciliter la militarisation et pour pouvoir jouer un rôle dans les combats bien loin de son propre territoire.

Aujourd'hui nous avons sur le sol européen plus de bases militaires qu'à l'apogée de la guerre froide. Après l'agression de l'OTAN contre la Serbie les bases militaires ont commencé à pousser partout. Comment s'expliquer la propagation de la démocratie et en même temps la propagation de bases militaires? Je n'ai jusqu'à présent pas trouvé d'explication convaincante. Il me semble que là quelque chose n'est pas en ordre.

Quel est votre avis concernant l'avenir de la Bosnie?

La Bosnie Herzégovine comme une des six républiques de la RFSY, était basée sur l'égalité constitutionnelle de trois peuples ayant chacun le droit de veto - les Musulmans, les Serbes et les Croates. C'est la raison pour laquelle on l'appelait la «Petite Yougoslavie». Lorsqu'en 1992 le principe constitutionnel du consensus a été violé parce que les Musulmans et les Croates se sont prononcés en faveur de la séparation et ont ignoré l'option des Serbes de rester à l'intérieur de la Yougoslavie, la guerre civile a éclaté. L'Accord de paix de Dayton n'a été un succès uniquement parce qu'il a confirmé de nouveau le principe de l'égalité des trois peuples constituant, l'égalité des deux unités (la Fédération musulmano-croate et de la République Srpska) et le principe du consensus.⁴ Ces principes fondamentaux ont été ancrés dans la Constitution qui représente une partie intégrale de l'Accord.

La source principale de la crise actuelle est dans l'effort des dirigeants musulmans à Sarajevo d'abolir le principe du consensus et de créer un Etat unitaire sous leur suprématie. En outre, ils veulent changer la répartition du territoire qui est garantie par l'Accord de Dayton selon lequel la Fédération musulmano-croate contrôle 51% et la République Srpska

49% de tout le territoire. Pour rendre le problème encore plus difficile, les Musulmans continuent de bénéficier pour leurs exigences, évidemment à l'encontre des Accords de Dayton, du soutien de quelques centres décisionnels, en premier lieu de Washington et de Berlin. Pourquoi veulent-ils continuer à affaiblir la République Srpska et renforcer les Musulmans, je préfère ne pas faire de commentaires là-dessus. Ces centres mettent même sous pression les dirigeants serbes afin qu'ils disciplinent les dirigeants de Banja Luka pour qu'ils acceptent contre leurs intérêts garantis internationalement une révision de Dayton et de la Constitution. La Serbie, comme garant des Accords de Dayton n'a premièrement pas le pouvoir d'octroyer quoi que ce soit aux dirigeants de la République Srpska et deuxièmement ce n'est pas dans l'intérêt de la Serbie d'affaiblir la République Srpska et de provoquer ainsi des tensions internes et une nouvelle spirale de tensions ethniques ou même de combats dans son voisinage.

Je crois qu'il faudrait laisser à la Bosnie Herzégovine de trouver des solutions politiques qui correspondent aux intérêts des trois peuples constituants et des deux unités tous égaux en droits. L'Accord de Dayton n'est pas parfait. Mais il n'existe probablement pas de meilleur compromis. Bruxelles prétend qu'une centralisation du pouvoir à Sarajevo augmenterait l'efficacité de l'administration étatique. Les auteurs de cet avis semblent ne pas voir que c'était le principe du consensus et de la décentralisation qui avait conduit au rétablissement de la paix et au maintien de l'intégrité étatique et qui a éveillé un sentiment de liberté et de démocratie. Finalement, je pense que le Bureau du Haut Représentant, après avoir exercé pendant 17 ans en même temps des tâches législatives, exécutives et judiciaires, est devenu un anachronisme et devrait être dissolu. La Bosnie Herzégovine est le seul membre de l'ONU (et même membre du Conseil de sécurité), de l'OSCE et d'autres organisations où le Haut Représentant édicte des lois et congédie des présidents, des Premier ministres et des ministres.

La Serbie, un petit pays qui aime la paix qui n'a ni une histoire impériale, ni des ambitions impériales, devrait à notre avis rester aujourd'hui un pays neutre, à l'instar de la Suisse. En ce qui concerne les droits de l'homme nous nous engageons pour les buts de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU de 1948, qui exige le respect de tous les droits de l'homme aussi celui de la coopération.

Mes collègues d'«Horizons et débats» ont déclaré un jour que la Serbie était une épine dans la conscience du monde occidental. Qu'en pensez-vous?

Ce que je peux dire, c'est que les dirigeants et les politiciens de certains pays européens étaient loin d'être neutres, constructifs ou moralement corrects pendant la crise yougoslave et kosovare. Quelques-uns ont soutenu et participé activement à l'agression de l'OTAN, ce qui a provoqué de sérieux problèmes pour toute l'Europe. En commun avec les Etats-Unis, ils avaient connaissance du financement, de l'entraînement et l'armement des terroristes albanais et des séparatistes au Kosovo et Métochie de la part de leurs Etats. Des documents du Conseil de sécurité le confirment.⁵ Je ne suis peut-être pas tout à fait impartial mais je suis certainement sincère. A mon avis, il y a peu de choses dont l'Europe peut être fière au cours de ces 20 dernières années concernant son rôle envers la Serbie et les Serbes. J'ai été surpris de l'ampleur des déformations, des doubles standards et des prises de position immorales de certains politiciens européens qui représentent les valeurs et la civilisation européennes. Et il serait superflu d'en parler aujourd'hui, si l'on avait tiré les leçons du passé. Malheureusement, les nouveaux politiciens de ces pays mènent la même politique avec les mêmes méthodes malhonnêtes envers la Serbie. Les gouvernements de grands

pays occidentaux initient une campagne de propagande abominable contre la Serbie reposant sur des préjugés, des inventions mensongères et même de simples mensonges. Je me rappelle par exemple encore de l'invention de toute pièce du soi-disant «Plan Fer-à-cheval» par le ministre allemand de la défense Rudolf Scharping.⁶ Le soi-disant massacre de civils à Raçak, qui a servi comme justification pour le début de l'agression militaire, s'est avéré comme fausse. Le rapport avec les résultats d'une équipe internationale d'experts de médecine légale sous la direction du médecin finlandaise Helen Ranta qui a agi sous le contrôle de l'UE n'a jamais été publié. Il semble qu'il se soit perdu quelque part à Bruxelles!⁷

Quelles sont les leçons qu'on peut tirer de l'agression de l'OTAN pour vous et pour le monde?

L'agression de l'OTAN contre la République fédérale de la Yougoslavie de 1999 a été un modèle des nouvelles guerres de conquête sous le slogan de l'«intervention humanitaire». C'était une guerre de conquête pour prendre à la Serbie ses provinces du Kosovo et Métochie et pour y stationner, pour des raisons stratégiques, des troupes des Etats-Unis. C'était un précédent et d'autres ont suivi. A mon avis, il est actuellement tout aussi inacceptable de vouloir exporter le système de société capitaliste qui repose uniquement sur la doctrine de Washington, comme cela a été le cas au cours des années 1960 concernant l'exportation du système socialiste, reposant sur la doctrine de Moscou. La liberté de choix devrait être le droit souverain de chaque pays. Il n'est pas juste de diviser les peuples comme si Dieu avait donné le droit à quelqu'un de décider de ce qui est bon pour toutes les autres nations du monde. L'histoire nous a appris, au moins en Europe, qu'une telle idéologie est la source d'un grand danger.

Quelle solution voyez-vous pour la question du Kosovo?

Les problèmes du Kosovo et Métochie sont vieux comme le monde et sont profondément ancrés. La province est le berceau de l'Etat serbe, de la culture serbe, ainsi que de la religion et de son identité nationale. On y trouve encore aujourd'hui environ 1300 couvents et églises du Moyen-Age, dont certains ont été déclarés patrimoine mondial de l'UNESCO. Plus de 150 ont été détruits par des vandales et des extrémistes. Il serait trop simple de prétendre que les problèmes de fond se situent dans le domaine des droits de l'homme des Albanais. Pour résoudre les problèmes essentiels, qui se trouvent à mon avis dans la volonté d'expansion territoriale des Albanais, soutenue par les pays occidentaux – en premier lieu par les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – il faudrait quelque sagesse de la part des acteurs politiques, mais aussi une vision à long terme et de la patience: des qualités qui sont particulièrement déficitaires.

Je reste persuadé qu'il existe une solution reposant sur un compromis sur la base de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité du 10 juin 1999. Cette résolution, comme d'ailleurs de précédentes résolutions du Conseil de sécurité, garantit la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale yougoslave (détachée de la Serbie) et l'autonomie du Kosovo et Métochie au sein de la Fédération yougoslave et de la Serbie. Entre-temps on a commis de nombreuses fautes graves, notamment de la part de ce qu'on appelle la communauté internationale, y compris l'UE, de même que de la part des autorités serbes. On peut considérer ces erreurs comme une déviation grave de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. En mars 2008, les dirigeants albanais à Pristina ont déclaré la sécession unilatérale et illégale de la province par rapport à la Serbie et ont déclaré la prétendue République du Kosovo. Alors même que la province se trouve toujours sous le

mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, cette dernière n'a pas réagi. Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Turquie et la Grande Bretagne ont reconnu immédiatement la séparation. Jusqu'à présent 22 des 27 membres de l'UE⁸ ont suivi le mouvement. La Serbie n'a pas reconnu la séparation de 17% de son territoire, et je pense que cela ne se fera pas à l'avenir. La plupart des membres de l'ONU, dont deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, ne l'ont pas reconnue.

L'année dernière, un dialogue entre représentants de Belgrade et de Pristina concernant quelques aspects concrets qui touchent à la vie quotidienne de la population a été entamé sous le patronage de l'UE. C'est probablement bien, dans la mesure où cela n'est pas un préjudice négatif pour le problème principal – le statut de la province comme il est prévu dans la Résolution 1244. Personnellement, je souhaite que le dialogue débouche sur un calendrier assurant le retour libre de 250'000 Serbes et autres Non-Albanais dans leurs foyers, lesquels vivent actuellement dans des conditions misérables dans différentes villes de Serbie et du Monténégro. Malheureusement, cette question ne trouve pas place dans l'ordre du jour, en partie du fait de l'absence d'intérêt de la part de Pristina, mais aussi suite à la politique des deux poids deux mesures de l'Occident.

Une solution imposée à la Serbie par la force ou par chantage n'est guère possible. Je ne pense pas que le «marché», dont on parle dans certains pays occidentaux, d'échanger le territoire (Kosovo) contre l'adhésion à l'UE (de la Serbie) et davantage d'investissements de l'étranger – qui serait logique vu l'état de délabrement de l'économie serbe – soit viable. Ce ne serait pas honnête, pas équilibré. Il serait inacceptable pour les Serbes, quand on connaît leur histoire, leur culture et leur fierté.

Quelles sont les relations de la Serbie avec l'UE?

L'UE est traditionnellement le principal partenaire économique de la Serbie. Les relations historiques, sociales et culturelles restent très fortes. Des centaines de milliers de Serbes et leurs descendants vivent et travaillent dans des pays membres de l'UE. La Serbie est candidate pour l'adhésion à l'UE. C'est ce qui se reflète dans la politique de la «carotte et du bâton» envers la Serbie dans une liste infinie de conditions qu'on n'avait jamais posées aux candidats et qu'on ne leur pose toujours pas. L'UE exige que «la Serbie normalise ses relations avec le Kosovo». Lorsque Belgrade réagit, en déclarant ne jamais accepter de reconnaître le Kosovo, les commissaires de Bruxelles prétendent qu'il n'en est pas encore question et que l'UE ne réclame que le système de contrôle des frontières intégré (Integrated Border Management IBM) aux abords du Kosovo, la signature d'un accord de bon voisinage, l'échange de diplomates, que la Serbie n'empêche pas l'adhésion du Kosovo à l'ONU, etc.! Remarquez l'étendue de cette hypocrisie. On n'exige pas des notes diplomatiques ou d'autres prises de position écrites concernant une reconnaissance, mais des relations telles que celles entre Etats souverains!

Je soutiens une coopération étroite entre la Serbie et l'UE dans tous les domaines, où il y a de l'intérêt pour les deux, sans obstacles: la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes et des informations. Considérant le fait que l'UE ne traite pas la Serbie comme un partenaire souverain, la Serbie devrait adopter une politique de bon voisinage avec l'UE et mettre de côté la politique actuelle, qui définit l'adhésion à l'UE comme seule solution. Il n'est pas dans l'intérêt de la Serbie de lâcher trop pour recevoir moins. Un esprit d'ouverture et de coopération sans obstacles administratifs, ainsi que des relations de bon voisinage entre la Serbie et l'UE seraient une base sensée pour l'avenir à

moyen terme.

Comment l'Allemagne, la Suisse et d'autres pays européens pourraient-ils contribuer à améliorer le sort de votre peuple?

La meilleure voie pour apporter un soutien à la Serbie, mais aussi à la compréhension mutuelle en Europe et revenir aux vraies valeurs de notre civilisation, consiste dans le fait de toujours dire la vérité et de s'opposer à toutes les formes de déformations, de demi-vérités et d'immoralités. La Serbie et la nation serbe ont de tous temps fait partie intégrante de l'Europe, de sa culture, de son développement et de sa civilisation. Il en est de même aujourd'hui et, à mon avis, cela restera ainsi à l'avenir. Les peuples ont de profondes racines et une stature qu'on ne peut transformer du jour au lendemain. A mon avis, il serait heureux de cesser de considérer les Serbes et la Serbie au travers de préjugés et de caractérisations partiales et de les remplacer par une analyse équilibrée et impartiale.

Nous avons appris que le «Belgrade Forum» sera hôte d'une importante conférence internationale à Belgrade même en mars prochain.

Ce Forum et quelques autres associations indépendantes et sans préjugés en Serbie organisent une conférence internationale sous le titre «Agression, militarisation et crise planétaire» qui doit avoir lieu les 22 et 23 mars 2014 à Belgrade. Cette conférence et quelques autres événements du même type marqueront le 15e anniversaire de l'attaque de l'OTAN contre la Serbie et servira à honorer la mémoire des victimes. Nous prévoyons d'inviter des scientifiques et des intellectuels d'Europe, mais aussi d'autres pays, qui traiteront des interventions militaires, des augmentations des budgets militaires, de la militarisation des décisions politiques et de la crise dans le monde, qui n'est, à notre avis, pas seulement une crise financière et économique, mais bien une crise de l'ordre mondial.

Monsieur Jovanovic, nous vous remercions de cet entretien. •

1 Seules la Bosnie et l'Herzégovine ont un gouvernement central, deux gouvernements, un pour chaque entité, et 10 gouvernements cantonaux au sein de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

2 «La guerre contre la République fédérale de Yougoslavie fut menée pour corriger une erreur d'appréciation du général Eisenhower lors de la Seconde Guerre mondiale. Pour des raisons stratégiques, il fallait rattraper le stationnement de troupes américaines dans cette région.» Citation de la lettre de Willy Wimmer, adressée au chancelier allemand Gerhard Schröder le 2 mai 2000.

3 «La force doit primer le droit. Là, où le droit international barre le chemin, il faut l'éliminer.» Citation de la lettre de Willy Wimmer au chancelier Gerhard Schröder du 2 mai 2000.

4 L'Accord de Dayton mit en place simultanément deux entités – la Fédération de Bosnie et Herzégovine (Musulmans et Croates) et la République Srpska – leur remettant tous les droits constitutionnels et les responsabilités fondamentales.

5 Le Conseil de sécurité «décide que tous les Etats doivent interdire l'armement et l'entraînement pour des activités terroristes dans cette région» (Kosovo et Métochie, remarque de l'auteur); cf. résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n° 1160 du 31 mars 1998. Ce même Conseil de sécurité «prie les Etats de prendre toutes les mesures conformes à leur droit interne et aux dispositions pertinentes du droit international, pour empêcher que des fonds recueillis sur leur territoire ne servent à des fins contraires à la résolution 1160 (1998)»; cf. résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 septembre 1998, art. 12.

6 Le ministre de la Défense allemand Rudolf Scharping présenta lors d'une conférence de presse du 7 avril 1999 le prétendu plan des forces armées yougoslaves pour un nettoyage ethnique des Albanais au Kosovo et Métochie. Les services secrets allemands n'ont pas confirmé l'existence de ce plan et finalement, il ressortit que c'était un faux.

7 Il se passa quelque chose de semblable avec le rapport de Yasushi Akashi, représentant spécial pour la Bosnie et Herzégovine de mai 1992. Ce rapport mit en évidence deux aspects importants: premièrement que la plus grande partie de l'armée yougoslave avait été retirée et que, deuxièmement, le retrait de Bosnie de l'armée croate n'avait pas eu lieu. Toutefois, ce rapport ne fut pas distribué aux membres du Conseil de sécurité jusqu'au 30 mai 1992, jour où la résolution n° 757 du Conseil de sécurité décidait de graves sanctions contre la République fédérale yougoslave (cf. rapport du secrétaire général S24049 du 30 mai 1992, al. 6 et 9)

8 L'Espagne, la Roumanie, la République slovaque, la Grèce et la Chypre ne l'ont pas reconnue.

* «De Nuremberg à La Haye» ISBN 978-86-83965-7-3 [en serbe]

«De l'agression à la sécession» ISBN 978-86-83965-9-7 [en serbe]

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Živadin Jovanović](#), Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : **[Živadin Jovanović](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca